

Mise à jour économique et financière: des investissements supplémentaires en itinérance attendus

Alors que l'itinérance est en croissance dans plusieurs régions du Québec et revêt désormais une grande diversité de visages, le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ) demande des investissements supplémentaires pour la lutte à l'itinérance dans les sommes qui seront investies en santé et en éducation.

Dans sa mise à jour économique d'aujourd'hui, le ministre Leitão annonce un réinvestissement en santé de 100M\$ cette année et de 300M\$ pour les années à venir. Par ailleurs, bien que le RSIQ salue ces investissements nécessaires, le Réseau se questionne à savoir si ces sommes seront suffisantes pour remettre sur pied le réseau de santé mis à mal par les politiques d'austérité des dernières années. Après avoir chamboulé les structures et affecté grandement les services directs à la population, ces sommes auront peu d'impacts pour assurer un filet social adéquat aux plus démunis. À ce sujet, **il est impératif pour le RSIQ que le gouvernement réinvestisse davantage dans le réseau de la santé pour atteindre les objectifs qu'il s'est donnés dans le Plan d'action de lutte à l'itinérance.** Le MSSS est porteur de plusieurs dossiers en ce qui a trait à l'opérationnalisation de ces objectifs : les groupes membres du RSIQ ne cessent de constater le manque de moyens financiers pour les réaliser.

Il n'est d'ailleurs pas possible de parler de réinvestissement lorsque les coupures des dernières années dépassent largement les sommes allouées dans cet exercice financier. *« Il est inadmissible que le ministre Leitão décrive la situation actuelle des services publics comme il l'a fait, en la présentant comme une remise en ordre de la maison. Tous nos membres font état du manque de budget pour assurer une mise en œuvre effective du Plan d'action interministériel de lutte à l'itinérance. »*, remarque Mathieu Frappier, organisateur communautaire du RSIQ.

Par ailleurs, il ne sera pas suffisant d'investir dans les services sociaux et de santé ainsi que dans l'éducation pour réaliser les cibles que s'est données le gouvernement libéral en termes de prévention et de lutte à l'itinérance. Des actions additionnelles sont en effet nécessaires en matière de financement des organismes de lutte à l'itinérance, de logement, mais aussi de soutien au revenu et à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation et à risque d'itinérance.

Contact presse :

Mathieu Frappier, Organisateur communautaire du RSIQ: 514-662-4733 / oc@rsiq.org

Valérie Beauchamp, Organisatrice communautaire du RSIQ : 514-659-4733 / oc2@rsiq.org